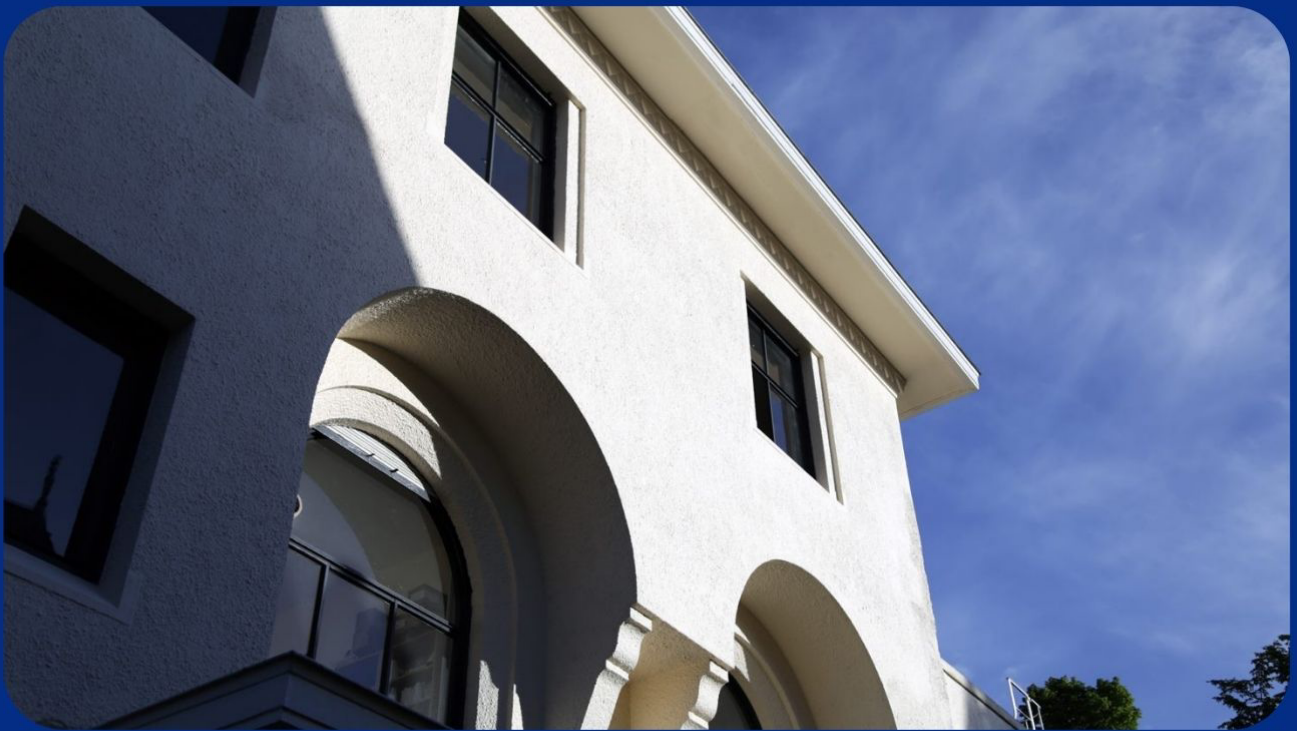


 Centre de droit européen

# Rapport d'activités 2021-2022



# Rapport d'activités du Centre de droit européen

1<sup>er</sup> septembre 2021 – 15 octobre 2022

## Table des matières

<i>Présentation du Centre</i> .....	1
<i>I. Composition au cours de la période couverte</i> .....	3
<i>II. Activités scientifiques du centre au cours de la période couverte</i> .....	5
1) Thèses de doctorat au cours de la période couverte .....	5
2) Recherches sur fonds propres ou sur fonds extérieurs .....	6
3) Organisation d'évènements .....	9
4) Réseaux académiques .....	11
5) Cliniques juridiques .....	14
<i>III. Activités des membres du centre au cours de la période couverte</i> .....	17
1) Publications et rapports de recherches (liste non exhaustive) .....	17
2) Participations à des colloques et journées d'études (liste non exhaustive) .....	22
3) Collaborations extérieures .....	26
4) Prix, distinctions et marques de notoriété scientifique .....	27
5) Activités de coopération au développement et de vulgarisation .....	27

## Présentation du Centre

Depuis plus de 50 ans, le Centre de droit européen s'est affirmé comme un lieu d'analyse scientifique et de débat de haut niveau sur le droit européen. Le Centre a d'abord existé en tant que section juridique de l'[Institut d'études européennes](#). L'Institut a été officiellement inauguré le 27 février 1964. Il a été le fruit d'une intuition précoce des autorités académiques de l'Université libre de Bruxelles. Quelques années seulement après l'entrée en vigueur des traités de Rome, elles ont entendu créer un institut ayant pour mission d'« approfondir dans le domaine des sciences morales, politiques et économiques, les problèmes que pose la réalisation d'une Europe toujours plus unie », dans le but notamment de permettre à l'ULB de répondre aux impératifs de sa situation géographique, dans la capitale de l'Europe qui nourrissait l'ambition de tenir une place importante dans la vie européenne et internationale. L'Institut a été **conçu comme un centre à la fois d'enseignement et de recherche**. L'Institut était composé de trois sections : économique, juridique et politique.

L'Institut visait, par son enseignement, à **former des spécialistes** des questions européennes mais il entendait aussi **contribuer aux progrès de l'intégration européenne** et participer, en tant qu'institution académique, à la réflexion et au débat européen. Dès ses premières années d'existence, il s'est affirmé comme un **centre d'excellence**, principalement mais pas exclusivement, dans le domaine du droit européen, avec des personnalités incontournables telles que Walter Ganshof Van der Meersch, son premier président, Michel Waelbroeck ou Jean Victor Louis. Il s'est aussi très rapidement ouvert vers l'extérieur, tant dans l'enseignement, en accueillant des professeurs et étudiants étrangers, que dans la recherche en développant les coopérations interuniversitaires.

Au fil des années, l'Institut n'a cessé d'évoluer en parallèle avec les Communautés européennes, puis l'Union européenne. Il a su adapter sa recherche et son enseignement aux défis de la construction européenne. En 2015, le Centre succède à la section juridique de l'Institut. Il a été dirigé par [Emmanuelle Bribosia](#) de 2007 à 2019, et par [Anne Weyembergh](#) en 2019 – 2020. Depuis septembre 2020, il est dirigé par Chloé Brière. Le Centre de droit européen de l'ULB vise aujourd'hui à continuer d'accompagner par ses recherches les évolutions et défis de la construction européenne, en y apportant une analyse critique et contextuelle s'appuyant sur l'expertise et la diversité des profils de ses chercheurs.

L'équipe du centre est composée de professeur-e-s, chercheur-euse-s post-doctorants et doctorants, mais aussi de membres associé-e-s et collaborateur-ric-e-s scientifiques, dont les travaux peuvent être regroupés autour de grands domaines de recherche présentés ci-dessous :

- Un système constitutionnel fondé sur des valeurs communes et le respect des droits fondamentaux
- Un espace de liberté, de sécurité et de justice
- Un espace de régulation économique et sociale
- Un acteur sur la scène internationale

### ***Un système constitutionnel fondé sur des valeurs communes et le respect des droits fondamentaux***

L'Union européenne est aujourd'hui un système constitutionnel complexe, au sein duquel des principes clés, tels que le principe d'autonomie ou le principe de subsidiarité encadrent les travaux engagés par les acteurs européens. Les recherches menées au centre étudient les évolutions institutionnelles et la place accordée à ces principes clés dans l'ordre juridique de l'Union. Les valeurs communes à l'Union et ses États membres, parmi lesquelles la protection des droits fondamentaux, font aussi l'objet de recherches

approfondies, afin d'explorer l'étendue de la protection qui leur est accordée et analyser les faiblesses rencontrées dans leur mise en œuvre concrète. La question de la crise de l'état de droit est traitée, tant de manière générale, que de manière plus précise en se concentrant par exemple sur les atteintes à l'indépendance de la justice et leur impact sur le fonctionnement de certains instruments. Ce domaine de recherche couvre aussi de manière plus globale les questions de la protection des droits fondamentaux en Europe. Parmi les questions traitées, peuvent être mentionnées les garanties tirées de la Charte des droits fondamentaux, et la manière dont elles peuvent être mobilisées pour protéger les droits des personnes, par exemple en matière de non-discrimination.

### ***Un espace de liberté, de sécurité et de justice***

Depuis l'entrée en vigueur du Traité d'Amsterdam et la consécration de la mise en place d'un espace de liberté, de sécurité et de justice, l'Union européenne n'a eu de cesse de développer des politiques de plus en plus avancées en la matière. Au sein du centre, cet espace est abordé principalement sous le prisme des développements en matière de politique migratoire et de droit pénal européen. Les recherches menées à propos de l'espace de justice pénale abordent l'ensemble des profondes évolutions au cours des dernières décennies avec : la mise en place d'instruments novateurs favorisant la coopération entre autorités nationales et la protection des droits des personnes accusées et suspectées, mais aussi les victimes de crime; la création d'acteurs spécialisés comme Eurojust ou le parquet européen ; ou encore la mise en place de politiques visant à prévenir et lutter contre certaines formes de criminalité, comme le terrorisme ou la traite des êtres humains, y compris en collaboration avec des partenaires extérieurs. La politique migratoire de l'Union européenne est analysée elle aussi sous une multitude de perspectives. Sont ainsi abordés la politique mise en place dans le cadre des compétences de l'Union européenne pour la gestion des flux migratoires, le respect du droit d'asile et le contrôle des frontières extérieures. Ce domaine de recherche inclut également la manière dont est encadré le mouvement transfrontalier des citoyens européens et la criminalisation qui peut être appliquée à ceux fournissant une assistance humanitaire aux migrants.

### ***Un espace de régulation économique et sociale***

L'Union européenne a été avant tout créée comme un espace économique sans frontières, pour assurer la libre circulation des marchandises, services, capitaux et travailleurs. L'harmonisation des législations au sein du marché intérieur dépasse à ce stade le simple objectif d'abolition de frontières, mais permet en outre de réguler ce marché de par diverses politiques. Parmi les recherches menées au Centre, une place importante est occupée par le droit de concurrence, que ce soit le contrôle des ententes, des abus de position dominante ou des aides d'État. Les domaines couverts par le droit européen se sont ensuite étendus, et les recherches menées au sein du centre reflètent cette évolution. Ainsi, sont analysés différents aspects de la politique économique et financière, tels que la libre circulation des capitaux, les questions liées à la gouvernance économique et le fonctionnement de l'Eurozone ; l'évolution de la libre circulation des travailleurs en véritable droit social européen, ou encore le développement d'un droit européen de l'environnement, notamment au travers de recherches relatives à la protection environnementale, au développement des énergies renouvelables et aux questions de gouvernance qui y sont liées. La nécessité plus récente de réguler également les relations de travail, afin de protéger les personnes vulnérables, s'insère aussi dans ce champ de recherche.

### ***Un acteur sur la scène internationale***

Parallèlement à son intégration progressive au plan interne, l'Union européenne s'est également positionnée en tant qu'acteur clé sur la scène internationale. Elle a ainsi développé un vaste champ d'actions, de la conclusion d'accords internationaux à sa participation à différentes organisations internationales, seule ou en étroite collaboration avec ses États membres.

La question de ses compétences en matière de relations extérieures et sa capacité à fonder son action sur des compétences implicites sont abondamment commentées et analysées au sein du Centre. D'autres recherches portent de manière plus générale sur la mise en œuvre des objectifs et principes clés en la matière, telle que la promotion des droits de l'homme et la cohérence des actions extérieures de l'Union ; tandis que d'autres chercheurs concentrent sur sa capacité à influencer les normes applicables au-delà du territoire européen ou sur sa coopération avec des États tiers et organisations internationales dans des domaines clés.

Toutes les informations concernant les activités du Centre de droit européen sont disponibles sur son site internet : <https://cde.ulb.be/> , ainsi que sur son compte Twitter ([@CDE\\_ULB](#)), et ses pages [Facebook](#) et [LinkedIn](#).

## I. Composition au cours de la période couverte

### **Directrice**

Chloé Brière

### **Président.e (le cas échéant)**

Marianne Dony

### **Coordinatrice administrative**

Françoise Vanden Broeck

### **Membres du Centre**

#### *- Sur budget de fonctionnement*

Chiara ARMENI, professeure - 0,7 ETP

Emmanuelle BRIBOSIA, professeure – (1 ETP, puis 0,1 ETP)

Marianne DONY, professeure ordinaire – 1 ETP

Philippe DE BRUYCKER, professeur – 1 ETP

Anne WEYEMBERGH, professeure – 0,5 ETP

Areg NAVASARTIAN HAVANI, assistante – 1 ETP

#### *- Hors budget de fonctionnement*

Ali BOUNJOUA, doctorant (financement ARC) - 1 ETP

Julia BURCHETT, Post-doctorante (financement PDR F.R.S. – F.N.R.S.) – 1 ETP

Louise FROMONT, post-doctorante (chargée de recherche F.R.S – F.N.R.S.) – 0.5 ETP

Cécilia RIZCALLAH, post-doctorante FNRS – 0.5 ETP (co-tutelle USL) – contrat suspendu

Amy WEATHERBURN, Post-doctorante (chargée de recherche F.R.S – F.N.R.S.) – 1 ETP

Georgia THEODORAKAKOU - Assistant stagiaire de coordination et de recherche pour le réseau ECLAN de janvier à juillet 2021 – 1 ETP (convention d'immersion professionnelle)

Caroline LECLECRQ - Assistant stagiaire de coordination et de recherche pour le réseau Odysseus de novembre 2020 à août 2021 – 1 ETP (convention d’immersion professionnelle)

### **Collaborateur.ice.s scientifiques**

BARBOU DES PLACES Ségolène  
BOSLY Stéphanie  
CONGEDO Pierluigi  
DAMMAME Joseph  
DE BIOLLEY Serge  
GANTY Sarah  
LEVI Laure  
LOUIS Pierre-Marie  
MARTINEZ-NAVARRO Martin  
MASANOMA MUANAMOSI Maubert  
RENARD François  
SMITS Catherine  
SPELTDOORN Olivier  
SURANO Laura  
SZYCHOWSKA Katarina

### **Membres associé.e.s**

BELLIS Jean-François  
COCQ Céline  
DE KERCHOVE Gilles  
DOUTRELEPONT Carine  
DUMONT Daniel  
OLIVER Peter  
PUTTEMANS Andrée  
RIZZO Anthony  
RORIVE Isabelle  
VALLERY Anne  
VAN RAEPENBUSCH Sean  
VAN WAYENBERGE Arnaud  
WAELBROECK Denis

### **Chercheurs et chercheuses visiteuses accueilli.e.s pendant l’année**

ÁLVAREZ ARCÁ Ignacio, Universidad de Málaga, du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2021  
WAZYNSKA-FINCK Katarzyna, Institut universitaire européen (Florence), du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 30 juin 2022.  
TACCARDI Cristiana, Università Cattolica del Sacro Croce (Milano), du 1<sup>er</sup> octobre au 30 novembre 2021  
TAS Sarah, Institut universitaire européen (Florence), du 1<sup>er</sup> février au 30 avril 2022  
CATHELAIN Pauline, Université de Rennes, du 1<sup>er</sup> au 30 juin 2022  
SÁNCHEZ FRÍAS Alejandro, Universidad de Málaga, du 1<sup>er</sup> juin au 31 août 2022.

## II. Activités scientifiques du centre au cours de la période couverte

### 1) Thèses de doctorat au cours de la période couverte

#### Thèses défendues

- Julia Burchett, « L'Union européenne et la lutte contre la radicalisation terroriste. Étude représentative des défis juridiques de la lutte contre la radicalisation sous l'angle des interactions entre les ordres juridiques européens, belge et français », promotrices Anne Weyembergh et Constance Chevalliers-Govers (défense publique le 11 octobre 2021 ayant eu lieu à l'Université de Grenoble-Alpes).
- Gaël Le Roux, « Le droit de l'Union européenne et le numérique, Analyse de l'adéquation d'un système juridique à l'appréhension de ses objets », promotrice Marianne Dony, remplacée par Arnaud van Wayenberge et promoteur Rostane Mehdi (défense publique le 14 janvier 2022 à l'Université Aix-Marseille)
- Jan Beyer, "In the borderlands of democracy : EU accession conditionality, protest and repression in Southeast Europe", promotrices Anne Weyembergh et Ramona Coman et promoteur Marco Giugni (défense publique le 12 octobre 2022 à l'Université de Genève).

#### Thèses en cours

- Ali Bounjoua, « La situation des combattants terroristes européens détenus en Syrie et en Irak : entre 'jugement sur place' et 'jugement en Europe' » promotrice Anne Weyembergh et promoteur Julien Jeandesboz (**en cours**)
- Francisco Javier Mena, « Cour de justice de l'Union européenne et marge nationale d'appréciation : le cas des droits fondamentaux », promotrice Emmanuelle Bribosia et promoteur Paul de Hert (VUB) (**en cours**)
- Nicolas Joncheray, « La notion d'autonomie du droit de l'Union », promotrice Anne Weyembergh (**en cours**).
- Areg Navasartian, « Promotion of fundamental rights in EU external relations: a legal appraisal in light of the duty of consistency », promotrice Chloé Brière (**en cours**)
- Simone Rivabella, "Independence and accountability of prosecutors in EU countries and within the European Public Prosecutor's Office », promotrices Anne Weyembergh (ULB) et Katalin Ligeti (Unilu) (**en cours**)
- Maria Schininà, « The relations between national parliaments and the Court of Justice of the European Union », promotrices Anne Weyembergh et Ramona Coman (**en cours**)

- Laura Schmeer, « European Commission policy entrepreneurship in the EU's AFSJ. A case study of the CEAS and the EPPO », promotrices Anne Weyembergh et Ramona Coman (**en cours**)

## 2) Recherches sur fonds propres ou sur fonds extérieurs

### a) Recherches sur fonds propres

Non applicable.

### b) Recherches sur fonds extérieurs

- **Projet ARC *Untangling the multiple categorizations of migrants. Intersectional Frameworks and Practices. Les catégorisations multiples des migrants. Pratiques et cadres intersectionnels*** dans le cadre du Centre de recherche transdisciplinaire « Migrations, Asile et Multiculturalité » (2018-2023).

Coordonné par Laurent LICATA (Center for Social and Cultural Psychology – Faculté des sciences psychologiques et de l'éducation).

Promoteurs/ices : Emmanuelle BRIBOSIA, (Centre de Droit Européen – Faculté de droit et de criminologie), Laura CALABRESE (Centre de Recherche en Information et Communication – Faculté de Lettres, Traduction et Communication), Dirk JACOBS (Group for research on Ethnic Relations, Migration and Equality – Faculté de Philosophie et Sciences sociales), Isabelle RORIVE (Centre Perelman de philosophie du droit – Faculté de Droit et de criminologie).

Depuis le début de la « crise des migrants » de 2015, les polémiques entourant l'arrivée de migrants sur le sol européen sont devenues de plus en plus prégnantes tant dans les discours politico-médiatiques que dans les conversations interpersonnelles. Les catégories sociales assignées à ces populations (migrants économiques, réfugiés, demandeurs d'asile, *boat people*, migrants en transit, sans papiers, illégaux, etc.) ont fait et continuent de faire l'objet de controverses révélatrices des clivages traversant les sociétés européennes actuelles, entre « gagnants » et « perdants » de la mondialisation, entre tendances à l'intégration de l'Autre et au repli sur soi (Kriesi *et al.*, 2006). Nécessaires simplifications du monde phénoménal, les catégories sociales sont au centre de processus de construction, de déconstruction, de contestation, de revendication et plus largement, de lutte de reconnaissance de la part des différents acteurs de la société. À travers un questionnement sur la place qu'occupent ces catégories sociales liées à la migration et leur circulation au sein de la société, ce projet s'intéresse à la manière dont elles se construisent et transitent entre les sphères politique, médiatique, juridique et sociale (représentations des individus ou des groupes). Il aborde également la perspective des cibles de ces catégorisations et pose non seulement la question de la réception et de la réaction face à ces assignations catégorielles par les minorités visées, mais aussi de la manière dont les instruments juridiques vont, ou non, prendre en considération ces individus, notamment au regard du principe de non-discrimination et plus largement, des droits humains. Entre assignation, exclusion, protection, stratégie et lutte identitaire, ce projet interdisciplinaire, comparatif et intégré analysera les trajectoires de vie des personnes récemment arrivées en Belgique, les réponses juridiques ancrées dans le



principe d'égalité et de non-discrimination, les attitudes des groupes majoritaires et minoritaires et les discours médiatiques, politiques et ordinaires.

Les méthodes utilisées seront mixtes : analyses quantitatives et qualitatives, analyse de discours, étude critique des sources juridiques et expérimentation.

- **Projet de Recherche (PDR) : La protection des victimes de la criminalité dans l'UE (Pro-VICRIM-UE), soutenu par le Fonds de la Recherche Scientifique - FNRS au titre de la subvention n° T.0259.20 et coordonné par Anne Weyembergh**

Promotrice : Anne WEYEMBERGH (2020-2023)

Le projet de recherche proposé se concentre sur les droits des victimes et la protection qui leur est accordée au sein de l'espace pénal européen. Le sujet se situe au cœur des enjeux fondamentaux de la mise en place et du fonctionnement d'un tel espace supranational de coopération en matière pénale et vise à aborder des questions de grande actualité.

Les victimes de la criminalité sont actuellement visées par une série d'instruments européens, adoptés au sein du Conseil de l'Europe ou au sein de l'Union européenne. Dans chacun de ces ordres juridiques, des dispositions générales et relativement vagues côtoient des dispositions plus spécifiques se concentrant sur certaines catégories de victimes, distinguées en raison de leur situation particulière et / ou de leur degré de vulnérabilité.

Le présent projet vise à remplir plusieurs objectifs :

- 1) Réaliser une étude exhaustive des mesures adoptées au sein de l'ordre juridique de l'Union européenne applicables aux victimes de la criminalité ;
- 2) Étendre cette étude aux mesures adoptées et mises en œuvre au niveau national dans certains États membres de l'Union européenne, sélectionnés en raison de leur représentativité des diverses traditions juridiques nationales ;
- 3) Élaborer, sur la base des forces et faiblesses identifiées, un ou plusieurs modèle(s) théorique(s) européen(s) pour la protection des victimes visant à assurer une protection adéquate de leurs droits, tout en prenant en compte la diversité de leurs situations et en respectant les équilibres fondamentaux de l'espace pénal européen.

- **Projet Mini-ARC « Les villes face au changement climatique : quel cadre juridique pour quelles politiques publiques urbaines ? »**

Coordonné par Emmanuel SLAUTSKY, Centre de droit public & Chiara ARMENI, Centre de droit européen (2021 – 2025)

Plusieurs types de politiques publiques existent pour lutter contre le changement climatique (Bartle, 2011). Premièrement, deux grands types d'objectifs peuvent être poursuivis. Les politiques menées peuvent, d'une part, viser à limiter les émissions de gaz à effet de serre, dans l'objectif d'atténuer l'ampleur des dérèglements climatiques en cours et à venir (politiques d'atténuation du changement climatique). Les mesures adoptées peuvent, d'autre part, avoir plutôt pour objectif de gérer les effets de ces dérèglements sur les populations et l'environnement, dans l'espoir de limiter les conséquences négatives des changements observés, voire de profiter des opportunités que ces changements peuvent offrir (politiques

d'adaptation au changement climatique). Deuxièmement, l'expérience acquise dans la gestion des problèmes environnementaux a permis de développer des politiques publiques de lutte contre le changement climatique s'appuyant sur une diversité d'instruments, en particulier : (1) sur les instruments classiques de la puissance publique (décisions unilatérales) ; (2) sur des mécanismes de marché, visant à intégrer le coût environnemental des émissions de gaz à effet de serre dans le prix des biens et des services à l'origine de ces émissions ; (3) sur des dispositifs de sensibilisation de la population, d'information et d'auto-régulation des secteurs à l'origine des émissions de gaz à effet de serre ; (4) sur une combinaison de ces trois types de mesures.

Ces politiques publiques doivent être déployées à tous les niveaux de pouvoirs. Depuis leurs origines, les principales politiques de lutte contre le changement climatique émanent surtout des acteurs internationaux, régionaux (en particulier l'Union européenne) et étatiques. Les villes ont cependant aussi un rôle crucial à jouer (Schroeder and Bulkeley, 2009 ; van Gameren, Weikmans et Zaccai, 2014) dans la gouvernance multiniveau du changement climatique (Betsill and Bulkeley, 2006 ; Scott, 2012). Ce rôle n'est pas neuf (Collier, 1997). Même si elles ne peuvent se substituer, en raison de l'échelle à laquelle elles agissent, aux autres niveaux de pouvoir (Gundlach et Gerrard, 2019), les villes sont à la fois des lieux où sont émis une part substantielle des gaz à effet de serre dans le monde (70% des émissions liées à l'utilisation d'énergie) et des lieux où certains effets du dérèglement climatique (vagues de chaleur, inondations, etc.) affecteront un nombre particulièrement élevé de personnes. Les villes sont, dans le même temps, des laboratoires dans lesquels de nombreuses mesures climatiques sont d'ores et déjà expérimentées<sup>1</sup>. Les villes constituent donc des acteurs primordiaux sur lesquels il n'est pas possible de faire l'impasse dans la perspective de la gestion du changement climatique. Or, ce rôle des villes est encore trop peu pris en compte par la science juridique : une analyse du cadre juridique applicable aux villes en matière de lutte contre le changement climatique s'impose dès lors, en vue d'en mettre en évidence les ressources, les potentialités et les limites.

L'objectif du projet de recherche est de mener une réflexion globale sur la nature de la gouvernance climatique des villes et sur le rôle du droit dans cette gouvernance. Pour ce faire, le projet de recherche cherchera (1) à caractériser la gouvernance climatique des villes et (2) à analyser les limites et les ressources du cadre juridique dans lequel cette gouvernance s'inscrit.

### 3) Organisation d'évènements

Au cours de l'année académique 2020-2021, le centre a organisé de nombreux évènements qui s'intègrent dans des cycles de conférences. Durant l'année académique 2020-2021, marquée en grande partie par la pandémie du Covid-19, ce rythme a quelque peu diminué, mais différents évènements ont néanmoins pu être organisés en ligne ou en format hybride.

#### a) Les Apéros du droit européen

Depuis 2009, le Centre de droit européen a mis sur pied un cycle de conférences intitulé «Les Apéros du droit européen ».

L'objectif d'un tel cycle de conférences est double. Il s'agit à la fois de valoriser les recherches effectuées au sein du Centre de droit européen en leur donnant une visibilité et de les confronter aux positions d'autres intervenants issus du monde académique, des institutions européennes ou de la société civile notamment.

La formule choisie consiste à organiser périodiquement, généralement en début de soirée (de 18h00 à 20h00), une conférence permettant à un ou plusieurs intervenants de présenter leurs points de vue sur une thématique de droit européen. A la suite des exposés, la deuxième heure est consacrée au débat afin de permettre de larges échanges avec le public, le tout orchestré par un modérateur. Enfin, les conversations peuvent se poursuivre de manière plus informelle autour d'un verre, à l'occasion de l'apéritif qui suit.

Le public visé par ces conférences est tant la communauté universitaire (corps académique, corps scientifique et étudiants) que les milieux professionnels (institutions européennes, O.N.G., avocats, magistrats, etc.) et les citoyens intéressés par les questions européennes.

- 22 Mars 2022, *"Digital platform and antitrust"* avec Miguel De La Mano, , vice-président exécutif de Compass Lexecon (Bruxelles).
- 29 Mars 2022, *"Abuse of Dominance in Digital market "* avec Alfonso Lamadrid Pablo, Partner au sein du département UE et concurrence du cabinet Garrigues (Bruxelles).
- 12 Mai 2022, *"The Digital Act Markest"* avec René Repasi, member du Parlement européen.

#### b) Les Mardis du droit de la concurrence



Depuis plus de 30 ans, le Centre de droit européen, organise des séminaires consacrés à l'examen de divers aspects de la politique de la Commission européenne en matière de droit de la concurrence, animés par des professionnels de grande qualité, issus des institutions européennes et des plus grands cabinets d'avocats spécialisés en la matière.

Ces séminaires sont destinés à toute personne manifestant un intérêt pour les questions relatives au développement de l'acquis communautaire. Organisés à l'origine par le professeur Michel

Waelbroeck et désormais par les professeurs Jean-François Bellis et Denis Waelbroeck, les mardis du droit européen de la concurrence constituent un forum de discussion axé sur les interventions de différents experts en la matière.

Durant l'année académique 2021-2022, les Mardis du droit de la concurrence étaient intégralement organisés en ligne. Le programme est le suivant:

- 26 October 2021, *“Competition law enforcement and digital markets: challenges ahead”* avec Frédéric Jenny, Professor, Essec, and Chairman, OECD Competition Committee;
- 16 November 2021, *«Sports and Competition Law, recent developments»* avec Pablo Ibanez Colomo, Professor, LSE
- 14 Décembre 2021, *«The review of the vertical block exemption»*, avec Andrzej Kmiecik, Partner, Van Bael & Bellis
- 18 Janvier 2022, *« Recent developments in EU merger control »*, avec Guillaume Loriot, Director, DG COMP.
- 8 Févier 2022, *« La jurisprudence récente en matière de cartels »*, avec Fernando Castillo della Torre, Conseiller juridique principal, Commission européenne.
- 8 Mars 2022, *« Recents development on abuse of dominance»*, avec Nicholas Banasevic, Head of Unit, DG Comp
- 26 Avril, *«Recent developments in State aid policy»*, avec Karl Soukup, Acting Deputy Director-General, DG COMP.
- 17 Mai 2022, *«The Court of Justice and Competition Law»*, avec Koen Lenaerts, President of the Court of Justice.

### **c) Autres évènements**

Les membres du Centre ont également été impliqués dans l'organisation d'évènements dans le cadre de cours, cycle de conférences et autres.

- Soutien du Centre à l'organisation d'évènements organisés à l'Université libre de Bruxelles, tels que la conférence-débat *“Regards croisés sur l'Europe sociale”* le 6 décembre 2021 à l'occasion de laquelle Amandine Crespy (CEVIPOL, ULB) et Philippe Pochet (ETUI) ont présenté leurs ouvrages respectifs ; ou la conférence *“Les politiques publiques et lutte contre le changement climatique : acteurs et instruments”* le 10 juin 2022.
- Co-organisation par Chiara ARMENI (CDE) et Edwin ZACCAI (Centre d'Etudes du Développement Durable) d'un colloque sur *“Participation citoyenne, droit et crise climatique”* le 21 mars 2022, dont l'enregistrement est disponible en ligne ([LIEN](#)).
- Co-organisation, co-responsabilité scientifique et animation par Louise FROMONT de la table ronde *« Le rôle des assemblées parlementaires nationales et locales dans les accords de libre-échange européens : l'exemple de l'AECG et de la Région wallonne »*, organisé par l'Institut d'études européennes de l'ULB, l'Université de Mons et l'Ambassade du Canada, 22 avril 2022.
- Co-organisation par Chloé BRIERE et Amandine CRESPIY (et les membres du comité scientifique, avec le soutien de l'équipe de l'IEE-ULB) de la conférence *“(Dis)integration*

*from an (in)equality perspective” dans le cadre du cycle de conférences Interdisciplinary Conference on European Advanced Studies du 11 au 13 mai 2022.*

#### 4) Réseaux académiques

##### a) Réseau Académique en droit pénal européen ([ECLAN](#))

Coordination: Anne Weyembergh (Université Libre de Bruxelles), Katalin Ligeti (Université du Luxembourg) et Valsamis Mitsilegas (Queen Mary University of London).

Le réseau ECLAN (*European Criminal Law Academic Network*) a été mis sur pied par Anne Weyembergh et Serge de Biolley en 2004. Ses activités ont été lancées le 1<sup>er</sup> décembre 2004. Il est désormais co-coordonné par Anne Weyembergh, Katalin Ligeti (Université du Luxembourg) et Valsamis Mitsilegas (Queen Mary University of London). Le réseau couvre 32 États, c’est-à-dire les 28 États membres de l’Union européenne, ainsi que 4 États tiers (la Suisse, la Norvège, l’Islande et la Bosnie Herzégovine) avec lesquels l’Union entretient des rapports étroits en matière policière et judiciaire pénale. Il regroupe plus de 150 professeurs et chercheurs spécialisés en droit pénal européen.

Le réseau a principalement pour objectif de favoriser la recherche scientifique et de renforcer les synergies entre les universités, académiques et scientifiques, par l’organisation de conférences ou colloques internationaux et par la publication d’ouvrages collectifs. Il vise aussi à développer l’enseignement et la formation dans le secteur du droit pénal de l’Union européenne. Il entend fluidifier les contacts et les échanges entre le « monde universitaire » et les institutions européennes. Le réseau met ainsi à disposition de celles-ci et en particulier de la Commission l’expertise de ses membres (le site de ce réseau : <https://eclan.eu/en>).

Au sein du CDE, une équipe de plusieurs personnes s’occupe de la gestion quotidienne du réseau, sous la direction d’Anne Weyembergh. Elle inclut Julia Burchett (post-doctorante), Ali Bounjoua (doctorant), et des stagiaires recrutés dans le cadre d’une convention d’immersion professionnelle (pour une durée de 6 mois à raison de 38 heures / semaine). Georgia Théodorakakou a été recrutée comme stagiaire ECLAN entre janvier 2022 et juillet 2022.

Au cours de l’année académique 2021-2022, plusieurs activités annuelles du réseau ECLAN ont été organisées sous un format différent pour tenir compte des incertitudes liées à la pandémie de COVID-19. Certaines d’entre elles ont par ailleurs été annulées pour des motifs de restructuration interne.

- Les réunions du *Management Committee (MC Meeting)* du réseau se sont tenues en ligne le 25 janvier 2022 et le 17 mai 2022, pour, notamment, évaluer les candidatures de nouveaux membres et points de contact du réseau.
- Une réunion des points de contact ECLAN (*CP Meeting*) a été organisée sous format hybride le 30 mai 2022 pour discuter, entre autres, des futures activités du réseau et des changements intervenus dans la composition de celui-ci.
- La conférence annuelle du réseau s’est tenue en ligne les 9 et 10 décembre 2021 sur le thème « The European Arrest Warrant at Twenty », organisée conjointement par les universités de Westminster et Queen Mary University of London. Celle-ci a été suivie d’une autre conférence annuelle organisée en présentiel par l’Université du

Luxembourg du 30 mai au 1<sup>er</sup> juin 2022 sur le thème « EPPO one year in action : towards resolving complexity and bringing added value ».

- [L'école d'été du réseau « The EU Area of Criminal Justice »](#) (2022) a été annulée sur décision collective des membres du réseau. Cette décision a pour objectif de permettre à l'école d'été de se renouveler et d'élaborer un programme thématique plus ciblé.

D'autres activités régulières du réseau n'impliquant pas de déplacement ont pu se dérouler sans être impactées par le contexte sanitaire :

- [La publication des Newsletter n°26 et n°27](#) reprenant de manière exhaustive les nouveaux développements législatifs et jurisprudentiels en droit pénal européen ainsi que les publications nouvelles et à venir et les conférences organisées en la matière pour la période qui s'étend de juillet 2021 à juillet 2022 ;
- [La coordination de la « Hart Series in EU Criminal Law »](#) (Hart Publishing) par les coordinateurs du réseau, ainsi que le co-patronage et la collaboration à la revue scientifique spécialisée [New Journal of European Criminal Law](#) (SAGE) ;
- [L'actualisation de son site internet](#), comprenant diverses bases de données (actes officiels de l'UE, jurisprudence de la cour de Justice de l'UE, événements portant sur le droit pénal européen, etc.).
- [Le séminaire doctoral annuel](#) se déroulera à l'Université de Vilnius les 6 et 7 octobre 2022 en présentiel sur le thème « EU criminal law influence on the national criminal justice systems ».
- La publication d'ouvrages coordonnés par les membres du réseau, tels que :
  - G.-L. Gatta, V. Mitsilegas, S. Zirulia (eds.), *Controlling Immigration Through Criminal Law. European and Comparative Perspectives on "Crimmigration"*, Bloomsbury Publishing, 2022, 312 p.
  - V. Mitsilegas, *EU Criminal Law*, 2<sup>nd</sup> ed., Hart Publishing, 2022, 400 p.
  - A. Lazowski (ed), *Research Handbook on Legal Aspects of Brexit*, Edward Elgar Publishing, à paraître 2022, 608 p.

## **b) Réseau académique sur le droit de l'asile et de l'immigration en Europe ([ODYSSEUS](#))**

[ODYSSEUS](#) est le plus grand réseau d'académiques et d'experts sur le droit de l'immigration et l'asile en Europe. Créé en 1999 avec l'appui financier de la Commission européenne, le Réseau ODYSSEUS est coordonné par son fondateur, Philippe De Bruycker, professeur au Centre de droit européen et à l'Institut d'études européennes.

Le Réseau a pour vocation d'offrir une expertise sur le droit de l'UE relatif aux frontières, visas, à l'immigration et à l'asile. ODYSSEUS regroupe plus de 50 experts provenant de chacun des États membres de l'UE ainsi que de la Norvège, l'Islande, la Suisse et la Turquie. Le réseau Odysseus a coordonné des projets de recherche sur la directive retour, les alternatives à la détention et une étude comparative sur la transposition de dix directives européennes par les États membres. Le réseau a également produit nombre de publications sur des sujets tels que la vulnérabilité en droit européen de l'asile, la protection subsidiaire et la libre circulation des personnes dans l'UE.

Le Réseau ODYSSEUS a organisé sa **conférence annuelle** "*The New Pact on Migration and Asylum: dead or alive?*" les 9 et 10 septembre 2021 à l'Institut Egmont.

**EUROPEAN CONFERENCE**  
**ORGANISED BY**  
 THE ODYSSEUS ACADEMIC NETWORK FOR LEGAL STUDIES ON IMMIGRATION AND ASYLUM IN EUROPE,  
 coordinated by the Institute for European Studies of the Université Libre de Bruxelles (ULB)  
 in collaboration with the  
 ROYAL INSTITUTE FOR INTERNATIONAL RELATIONS

**The New Pact on Migration and  
 Asylum: Dead or alive?**

9-10 September 2021, Egmont Institute, Petit Sablon, 8 - 1000 Brussels

One year after the presentation by the European Commission of the New Pact on Migration and Asylum, time has come to assess the way it has been received and to recall the sequence of the works in Council and Parliament. The enormous legislative package tackles the most important and difficult political and legal issues that the European Union and its Member States face and that will be discussed during the conference. Perspectives for the future negotiations seem so difficult that the survival of the pact becomes an open question at a moment when new migration crises cannot be ruled out.

Eight panels with high level speakers will be organised in the framework of the conference:

- A New or Obsolete Pact?
- More Europe as the Solution?
- Procession at the Borders
- How and How Much Solidarity?
- Legal Migration
- An Externalised Pact
- Which Monitoring for Human Rights
- Violations?
- The Pact or a Plan B?

La 22e édition du **cours d'été « Droit et politique de l'immigration et de l'asile de l'Union européenne »** s'est déroulé du 4 au 15 juillet 2022 en ligne et en présentiel. Elle a et a accueilli 133 personnes dont 18 réfugiés supportés par les autorités de l'ULB et un crowdfunding.

En plus des enseignements, le cours d'été offre l'opportunité de vivre une expérience intellectuelle stimulante au sein d'un groupe d'une centaine de participants spécialisés en matière d'immigration ou d'asile provenant de toute l'UE. Dans le cadre du cours d'été, se tient aussi **l'école doctorale** où 14 doctorants ont pu présenter et discuter de leur projet de thèse avec des membres du réseau Odysseus.

La localisation du cours d'été à Bruxelles crée un environnement européen unique avec des participants provenant des différents états membres qui incluent de manière générale des

jeunes professionnels et plus particulièrement des doctorants et étudiants diplômés, chercheurs, fonctionnaires européens ou nationaux, représentants d'ONGs et d'organisations internationales, avocats, juges, travailleurs sociaux, etc. Les cours sont dispensés par des professeurs membres ou partenaires du Réseau Odysseus provenant de tous les Etats membres de l'UE ainsi que par des professionnels de haut niveau provenant des institutions de l'UE, en particulier la Commission européenne.

Depuis sa création, plus de 2.000 personnes ont été formées en suivant ce programme dont l'objectif est de fournir aux participants une connaissance globale de la politique d'immigration et d'asile de l'UE d'un point de vue juridique incluant les derniers développements en 2022.

Tous les détails sur la 22<sup>ème</sup> édition du cours d'été sont disponibles ici : <https://odysseus-network.eu/2022-summer-school-fr/>

## 5) Cliniques juridiques

### a) Clinique de droit pénal européen

Rattachée à la Faculté de droit de l'Université Libre de Bruxelles (ULB), la Clinique de droit pénal européen a été créée en février 2020 par le biais du Fonds d'encouragement à l'enseignement FEE). Elle bénéficie depuis septembre 2020 du soutien de la Commission européenne dans le cadre du projet Jean Monnet Module, de nature à assurer la pérennisation de ses activités au cours des trois prochaines années.

La Clinique de droit pénal européen vise à permettre aux étudiant.e.s de Master en droit à l'ULB de se former aux exigences du monde professionnel dans une matière en plein essor et encore peu maîtrisée par les professionnels du droit (<https://cde.ulb.be/the-llm/legalclinics/eu-criminal-law-clinic/>). Au cours de cette expérience, les étudiants ont l'opportunité de travailler sur des cas concrets aux côtés de praticiens (avocats, ONG) possédant une double maîtrise du droit pénal national et du droit pénal européen sous l'encadrement d'une équipe de chercheurs expérimentés. Combinant des activités pédagogiques (séjour de découverte à la Haye ou au Luxembourg) et des mises en situation pratique, la Clinique de droit pénal européen se veut une expérience stimulante et enrichissante au service d'une meilleure connaissance du droit pénal européen.

La Clinique se déroule au deuxième quadrimestre (de février à mai) dans le cadre du séminaire d'argumentation en droit pénal européen. Ses travaux sont organisés sur la base de six séances de 4h. La première séance a vocation à dispenser aux étudiants un cours théorique sur les grandes notions de droit pénal européen accompagné de conseils méthodologiques destinés à outiller les étudiants. Au cours de cette même séance les cas pratiques sont répartis entre les groupes d'étudiants participants. La deuxième séance est organisée sous la forme d'une rencontre entre les praticiens impliqués dans la Clinique et les groupes d'étudiants participants afin de permettre un temps d'échange et d'assurer que les attentes des praticiens ont bien été assimilées. Les séances suivantes consistent à assurer un suivi régulier des travaux réalisés par les étudiants jusqu'à la séance finale lors de laquelle les étudiants sont invités à présenter oralement le résultat de leurs recherches.



Au cours de l'année académique 2021/2022, la Clinique de droit pénal européen a enregistré vingt-six étudiants inscrits. La Clinique a pris en charge huit cas pratiques soumis par six praticiens, étendant sa collaboration à quatre nouveaux praticiens par rapport à l'année précédente. Les thématiques traitées portaient sur des sujets divers, tous en lien avec le droit pénal européen (ex. Mandat d'arrêt européen ; présomption d'innocence ; extraditions de citoyens européens, conséquences de l'arrêt *Quadrature du Net* sur l'admissibilité des preuves en droit belge, etc.).

Les étudiants étaient répartis par petits groupes de 3 ou 4 personnes maximum et travaillaient sous la supervision d'une équipe composée d'un Professeur, d'un chercheur post-doctorant, d'un doctorant et d'une avocate. Les six séances de rencontre ont pu se tenir physiquement à l'Institut d'études européennes et les étudiants ont pu s'entretenir en ligne avec les praticiens en charge du cas soumis. Suite à la levée des restrictions liées au Covid-19, une visite à la Cour de justice de l'Union européenne a pu être organisée le 26 avril 2022. Au cours de cette visite, les étudiants ont pu assister à une audience concernant une affaire d'extradition laquelle a été suivie d'un debriefing avec l'un des juges partie à cette affaire. La dernière séance du module s'est clôturée par une présentation orale des travaux en présentiel, à l'occasion de laquelle les étudiants ont pu exposer les résultats de leur travail devant l'ensemble des étudiants participants et l'équipe encadrante. Certaines présentations orales ont également donné lieu à des échanges avec le praticien en charge du cas (certains d'entre eux ayant pu se rendre disponible pour suivre la discussion en ligne). Cette séance finale a été suivie d'un temps d'échange avec d'anciens étudiants de la Clinique ayant accepté de témoigner de leur expérience dans le cadre de la Clinique. Les deux anciens étudiants présents se sont exprimés sur ce qu'ils ont retiré de leur passage par la Clinique et la manière dont ils ont pu valoriser cette expérience dans le cadre de leurs démarches professionnelles.

## **b) Equality Law Clinic**

L'Equality Law Clinic (ELC) permet aux étudiant·e·s d'approfondir leurs compétences juridiques tout en contribuant concrètement à la promotion de la justice sociale, de l'égalité et des droits fondamentaux, en travaillant au profit de groupes défavorisés ou exclus, selon une approche combinant le local et le global. Rattachée au Centre Perelman de philosophie du droit et au Centre de droit européen de la Faculté de droit et de criminologie de l'ULB, l'Equality Law Clinic a été créée en octobre 2014 dans le cadre du Pôle d'attraction inter-universitaire, « *The Global Challenge of Human Rights Integration: Towards a Users' Perspective* » qui avait vocation à analyser les droits de l'homme dans une perspective intégrée. L'ELC s'inscrit dans un mouvement d'émergence d'autres cliniques juridiques en Belgique et en Europe. Elle fait ainsi partie du [réseau des cliniques juridiques francophones](#) qui permet des échanges d'expérience très riches. La clinique est également associée au [Berkeley Center on Comparative Equality & Anti-Discrimination Law](#).

Les recherches-actions de l'ELC sont menées dans plusieurs domaines :

- [le handicap](#),
- [la transidentité et l'intersexuation](#),
- [le genre](#),
- [les droits des étrangers](#),
- [le logement et la précarité](#),
- [les outils pour une meilleure effectivité du droit de la non-discrimination](#) (protocoles de testings, marchés publics, etc.).

En septembre 2020, l'Equality Law Clinic a changé de statut et a été intégrée dans le programme du Master en droit (Bloc 2) en tant que séminaire d'argumentation de la finalité droit public et international (DROI-C-5023 Equality law clinic). Plusieurs chercheurs et chercheuses participent aux travaux de l'Equality Law Clinic pour assurer la qualité de ses travaux et notamment pour élaborer des tierces-interventions, avec ou sans la collaboration des étudiants et des étudiantes.

En 2021-2022, l'Equality Law Clinic a participé à la soumission de quatre tierces-interventions devant la Cour européenne des droits de l'homme :

- Tierce intervention devant la Cour européenne des droits de l'homme, dans l'affaire M.c. France, en collaboration avec le [Human Rights Centre de l'UGent](#) le 24 février 2021, en ligne [ici](#)
- Tierce intervention devant la Cour européenne des droits de l'homme, dans l'affaire N.R. c. Belgique, le 19 mai 2021, en ligne [ici](#)
- Tierce intervention devant la Cour européenne des droits de l'homme, dans l'affaire Mikyas c. Belgique, en collaboration avec le [Human Rights Centre de l'UGent](#), le 25 mai 2021, en ligne [ici](#)

L'Equality Law Clinic a aussi publié les rapports suivants :

- BERHAUT-STREEL, T. et QACHRI, H., "Recueil de données sur le port du voile en Belgique", décembre 2021 (disponible [ici](#)) ;
- ANCIAUX, E., ARCHALAÛS, R., CHAUMONT, L., DYBIEC, A., "Régularisation 9bis : Pratique de l'Office des étrangers au regard des principes de bonne administration", septembre 2022 (disponible [ici](#)) ;

Les principales réalisations de l'Equality Law Clinic sont accessibles sur son site internet : <http://equalitylawclinic.ulb.be>, ainsi que dans son rapport annuel pour l'année académique 2021-2022, disponible [ici LIEN](#).

### **c) Refugee Law Clinic**

La Refugee Law Clinic, dirigée par Céline VERBROUCK, vise à confier à des étudiant·e·s des dossiers réels de demande d'asile, afin qu'ils/elles se chargent d'en rédiger la lettre d'accompagnement. Cela les amène ainsi à rencontrer le/la demandeur·euse, une première fois en présence de l'avocat en charge du dossier, et ensuite de façon autonome, afin de discuter avec le/la demandeur·euse, de rédiger son récit de vie et d'ajouter au dossier des éléments nouveaux pertinents (dans le cas de demandes de protection ultérieures).

La Refugee Law Clinic répond à un besoin de formation concrète et efficace en droit d'asile pour les juristes et praticien·ne·s de demain. Le terrain est également en demande de juristes correctement formé·e·s. La clinique reçoit d'ailleurs le soutien d'avocats.be, du Barreau de Bruxelles, du Bureau d'aide juridique de Bruxelles, du Haut-commissariat pour les réfugiés, d'Avocats sans frontière, du Conseil du Contentieux des étrangers, du CIRE et de bien d'autres, qui font partie de son Comité de pilotage. Les principales réalisations de la Refugee Law Clinic sont accessibles sur son site internet : <https://refugeelawclinic.ulb.be/>

### III. Activités des membres du centre au cours de la période couverte

#### 1) Publications et rapports de recherches (liste non exhaustive)

**ARMENI, CHIARA**, et Lee, Maria, Participation in a Time of Climate Crisis (2021) *Journal of Law and Society*, Vol. 48, Issue 4, p. 549 -572.

Armeni, C, Lee, M. Participation in a time of climate crisis. *Journal of Law and Society*. 2021; 48: 549– 572. <https://doi.org/10.1111/jols.12320>

Armeni C; '[Participation and the EU Climate Transition: A Rule of Law Question](#)' 13 December 2021 in Blog series: *Climate Change and the Rule of Law* University college London (UCL)

Armeni, Chiara, et Tegner Anker, Helle, « Public participation and appeal rights in decision-making on wind energy infrastructure: a comparative analysis of the Danish and English legal framework », *Journal of Environmental Planning and Management*, 2020, 842-861

**BOUNJOUA, ALI**, « La situation des citoyen-ne-s belges retenu-e-s en Syrie » in Comité T, *Rapport 2021 : Evaluation des mesures visant à lutter contre le terrorisme à la lumière des droits humains*, 2021, pp.113 – 129 et 148.

Bounjoua, Ali, « Le rôle de l’Ayatollah dans la lutte antiterroriste. Un « djihad » contre le « djihadisme » », *Revue Défense Nationale*, n°1316, 2021.

Bounjoua, Ali, « Les ex-membres européens de l’EI face à la justice pénale irakienne : étude du cadre juridique antiterroriste », *Revue internationale de droit comparé*, n°1, 2022, pp. 287-305.

Bounjoua, Ali, « Le retour des djihadistes belges détenus en Irak à la lumière de la coopération judiciaire internationale en matière pénale », *Revue de droit et de criminologie de l’ULB*, vol.6, 2022.

Bounjoua, Ali, « L’harmonisation des infractions de « l’entraînement au terrorisme » et du « voyage à des fins de terrorisme » en droit pénal européen à l’aune des départs et des retours de zones de conflits au sein d’Etat tiers à l’Union européenne », *Revue de droit international et de droit comparé*, n°4, 2022, pp. 646 à 680.

**BRIBOSIA, EMMANUELLE**, Rorive Isabelle, et Medard Inghilterra, Robin, *Sexual orientation*, in Colm O’Cinneide, Julie Ringelheim et Iyiola Solanke (eds) *Handbook on European Antidiscrimination Law* (Edward Elgar - soumis pour publication en 2021).

Bribosia, Emmanuelle, Rizcallah, Cécilia, Van Drooghenbroeck, Sébastien. *Introduction - La Charte à 20 ans. Regards croisés pour un anniversaire*. In: *Cahiers de droit européen*, Vol. 2021, no.1, p. 23 - 29.

Bribosia, Emmanuelle, Fromont Louise, Rorive, Isabelle, « Le nerf de la guerre : les subventions et les marchés publics pour renforcer l’effectivité du droit de la non-discrimination en Belgique », *Administration publique trimestrielle*, 2021.

Bribosia, Emmanuelle, Medad Inghilterra, Robin, Rorive, Isabelle, « Femmes voilées au travail face aux errements du droit de la non-discrimination », *Journal des Tribunaux*, 2021, n°1339, pp. 145-153.

Bribosia, Emmanuelle, Medard Inghilterra, Robin, Rorive, Isabelle, « Discrimination intersectionnelle : mode d’emploi », *Revue Trimestrielle des droits de l’homme*, 2021, n°126, pp. 241-274.

Bribosia, Emmanuelle, Haumont, Germain, « Quand se renvoyer la balle transforme les voies de recours en matière de détention d'enfants en un dédale kafkaïen » (avec G. Haumont), in S. Saroléa et A. Sinon (sous la dir.), *20 ans après l'affaire Tabitha. De nouvelles plumes pour analyser la détention d'enfants migrants à la lumière des droits humains*, Anthémis, 2021, pp. 240-247.

Bribosia, Emmanuelle, Haumont, Germain, *Quand se renvoyer la balle transforme les voies de recours en matière de détention des enfants migrants en un dédale kafkaïen*, *Cahiers de l'EDEM*, novembre 2020, en ligne: <https://uclouvain.be/fr/instituts-recherche/juri/cedie/actualites/conseil-d-etat-arret-n-248-424-du-1er-octobre-2020.html>

Bribosia, Emmanuelle, Van Drooghenbroeck, Sébastien, "Préface" (avec), in C. Rizcallah, *Le principe de confiance mutuelle en droit de l'Union européenne*, Coll. Thèses – Droit de l'Union européenne, Bruxelles, Bruylant, 2020.

Bribosia, Emmanuelle, Rorive, Isabelle « Préface » in S. Ganty, *L'intégration des citoyens européens et des ressortissants des pays tiers en droit de l'Union européenne. Critique d'une intégration choisie*, Coll. Thèses – Droit de l'Union européenne, Bruxelles, Bruylant, 2021.

Bribosia, Emmanuelle, Van Waeyenberge, Arnaud, « Préface » in L. Fromont, *La gouvernance économique européenne. Les conséquences constitutionnelles d'une décennie de crises*, Coll. Thèses – Droit de l'Union européenne, Bruxelles, Bruylant, 2021.

**BRIÈRE, CHLOÉ**, 'Le rôle de l'Union européenne en matière de droit pénal applicable aux infractions à caractère sexuel : plus de moyens d'actions qu'il n'y paraît ?' dans A. Rizzo (ed.), *Le nouveau droit pénal sexuel* (Larcier, 2022), p. 49 – 78.

Brière Chloé & Tamás Molnar, (2022) 'The new Review Mechanism of the UN Smuggling of Migrants Protocol: challenges in measuring the EU's and its Member States' compliance', in N. Levrat, Y. Kaspiarovich, C. Kaddous and R. A. Wessel, *The EU and its Member States' Joint Participation in International Agreements* (Bloomsbury Publishing, 2022)

Brière Chloé, (2022) 'Le Parquet européen face à la criminalité organisée et la crise des valeurs européennes', *Cahiers de la sécurité et de la justice*, n° 55, numéro spécial sur la présidence française du Conseil de l'UE.

Brière Chloé, Dony Marianne, (2022) *Droit de l'Union européenne*, 8ème édition, éd. de l'Université de Bruxelles.

Brière, Chloé, Fromont, Louise, Navasartian, Areg (éd.), (2022) *La coopération transatlantique au-delà du CETA: état des lieux et perspectives*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, en ce compris l'introduction et les conclusions générales.

Brière, Chloé, Navasartian, Areg, (2022) "La coopération transatlantique comme laboratoire pour le promotion des droits humains sur la scène internationale" in C. Brière, L. Fromont et A. Navasartian (ed.), *La coopération transatlantique au-delà du CETA: état des lieux et perspectives*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles.

Brière Chloé, (2022) 'Towards an International Treaty for Addressing Violations of Human Rights in the Context of Business Activities: The Ambiguous Position of the EU', in E. Kassoti and A. Ott (eds.) *Sustainable Europe and its Global Reach* (CLEER Papers 2022/2) p. 19 - 50.

**BURCHETT, JULIA**, « Le rôle des femmes et des mineurs dans les organisations terroristes internationales : quelle appréhension juridique ? », in J. Leonhard et C. Ménabé (dir.), *Femmes, mineurs et terrorisme – Tome 1*, L'Harmattan, Coll. Bibliothèques de droit, 2021.

Burchett, Julia, « Ce que le concept de 'radicalisation' apporte d'original à la dangerosité et au traitement de la dangerosité dans le champ pénal », in J. Leonhard et C. Ménabé (dir.), *Femmes, mineurs et terrorisme – Tome 2*, L'Harmattan, Coll. Bibliothèques de droit, 2022 (à

paraître).

Burchett, Julia, « Peine de mort et coopération antiterroriste en Europe », in M. Ailincăi (dir.), *Les conditions de détention des condamnés à mort*, Ed. Pedone, 2022 (à paraître).

Burchett, Julia et Weyembergh, Anne, « [Counterterrorism polices, measures and tools in the EU. An assessment of the effectiveness of the EU counterterrorism policy](#) », Étude réalisée à la demande de la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) du Parlement européen, PE 730. 581, Mars 2022,

**DE BRUYCKER, PHILIPPE**, « The COVID Virus Crisis Resurrects the Public Health Exception in EU Migration Law », *Frontiers in Political Science*, 2021, 2.

De Bruycker, Philippe, «The New Pact on Migration and Asylum: What is Not and What it could have been » in *Reforming the Common European Asylum System, Opportunities, Pitfalls, and Downsides of the Commission Proposals for a New Pact on Migration and Asylum*, Daniel Thym and Odysseus Network (p. 33 – 42, Nomos, Avril 2022).

**DONY, MARIANNE**, Brière, Chloé, *Droit de l'Union européenne*, 8<sup>ème</sup> édition, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2022.

Dony, Marianne, Le Brexit : quelle désintégration du Royaume-Uni de l'Union européenne ?, in L. Potvin-Sollis (ed), *L'Union européenne et les territoires, Seizièmes Journées Jean Monnet*, Larcier, 2022.

Dony, Marianne, Actualités en droit des aides d'État La mutation temporaire du droit des aides d'État face à la pandémie de Covid-19, dans A. Bochon (dir.), *Actualités en droit de la concurrence*, Larcier, 2022.

Dony, Marianne, "Le contrôle des aides d'État", *Journal de droit européen*, 2022, nr. 5, p. 223-235.

Dony, Marianne, L'AECG, un modèle pour les nouvelles relations entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ? dans Brière, Chloé, Fromont, Louise, Navasartian, Areg (éd.), (2022) *La coopération transatlantique au-delà du CETA: état des lieux et perspectives*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles.

**FROMONT, LOUISE**, *La gouvernance économique européenne. Les conséquences constitutionnelles d'une décennie de crises*, Bruxelles, Larcier/Bruylant, 2022.

Fromont, Louise, et Van Waeyenberge, Arnaud, "Trading Rule of Law for Recovery? The new EU Strategy in the post-Covid Era", *European Law Journal*, 2022, pp. 1 à 16.

Fromont, Louise, "La conditionnalité des financements octroyés par la Facilité pour la reprise et la résilience", *Revue des affaires européennes*, 2021, pp. 771 à 782.

Fromont, Louise, « Article 137 TFUE et Protocole n° 14 », in S. Adalid et M. Martucci (dir.), *L'Union économique et monétaire : commentaire article par article*, Bruxelles, Larcier, 2022 (à paraître).

Fromont, Louise, « Article 124 TFUE », in S. Adalid et M. Martucci (dir.), *L'Union économique et monétaire : commentaire article par article*, Bruxelles, Larcier, 2022 (à paraître).

Fromont, Louise, « Les mesures de relance économique de l'Union européenne », *Revue de l'Euro*, 2021 (à paraître).

Fromont, Louise, avec Arnaud Van Waeyenberge, « La liberté académique au sein de l'Union européenne : une première consécration jurisprudentielle », *Journal de droit européen*, 2021, nr. 5, p. 224-227.

Fromont, Louise, « L'impact de la nouvelle gouvernance économique européenne sur l'Union de droit », *Revue de droit et de criminologie de l'Université Libre de Bruxelles e-Legal*, 2021.

**MEDARD INGHILTERRA, ROBIN**, *La réalisation du droit de la non-discrimination*, Paris, LGDJ, collection Bibliothèque de droit public, tome 323, 2022, 720 p. (prix Jean Rivero et prix Louis Joinet).

Medard Inghilterra, R., Neven, D., Olm, C., Revil, H., Arroyo, J. & Slama, S., *La "particulière vulnérabilité résultant de la situation économique" : éclairage sociologique en vue d'une meilleure appréhension par le droit de la non-discrimination*, Paris, Défenseur des droits, mars 2022, 83 p

Medard Inghilterra, R., « Contester les décisions automatisées des plateformes : de la non-discrimination au droit des données personnelles » in Bartolucci, M., Nabat, Y. & van den Bergh, K. (dir.), *Les droits et libertés face aux transformations technologiques*, Paris, IFJD, colloques & essais, 2022

Medard Inghilterra, R., « Lanceurs d'alerte, discriminations et représailles : bâtir un régime protecteur, préventif et unifié », in Foegle, J-P. (dir.), *Renforcer l'efficacité de la protection des lanceurs d'alerte : l'apport du droit comparé et des normes du Conseil de l'Europe*, rapport remis à la Mission de recherche Droit et Justice, 2022

**NAVASARTIAN HAVANI, A.**, "Carrots or Sticks? How the European Union Aims to Achieve Respect for Fundamental Rights Beyond Its Borders", *CLEER Papers*, No. 3, 2022, 73-90.

Navasartian Havani, A., "Salvaging the Marriage between EU Trade Agreements and Fundamental Rights Considerations", *CLEER Papers*, No. 2, 2022, 51-74.

Brière, Chloé, Fromont, Louise, Navasartian, Areg (éd.), (2022) *La coopération transatlantique au-delà du CETA: état des lieux et perspectives*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles, en ce compris l'introduction et les conclusions générales.

Brière, Chloé, Navasartian, Areg, (2022) "La coopération transatlantique comme laboratoire pour le promotion des droits humains sur la scène internationale" in C. Brière, L. Fromont et A. Navasartian (ed.), *La coopération transatlantique au-delà du CETA: état des lieux et perspectives*, Bruxelles, éd. de l'Université de Bruxelles.

Navasartian Havani, A., Briere, C., Zomignani Barboza, J., D'Agostino, S., Nissen, A., Raedschelders, R., Fabcic Povse, D., & De Hert, P. (2022). Franet National Contribution to the Fundamental Rights Report 2022.

**RIZCALLAH, CÉCILIA.** (2022) *The Principle of Mutual Trust in European Union Law. An Essential Principle Facing a Crisis of Values*, Bruylant: Bruxelles, 2022.

Rizcallah, Cécilia. *Le principe de confiance mutuelle dans l'Union européenne : un principe en péril*. In: *Les Cahiers de la Justice*, Vol. 2022/3, no.3, p. 447 - 460 (2022).

Rizcallah, Cécilia ; David, Elisabeth. *The Polish Judicial Reforms under the Grand Chamber's Scrutiny: Much Fog About Nothing? A comment of Grzęda v. Poland*. In: *Strasbourg Observers*, Vol. 1, no.1, p. 1 (2022).

Rizcallah, Cécilia ; Davio, Victor. *The Requirement that Tribunals be 'Established by Law' A Valuable Principle Safeguarding the Rule of Law and the Separation of Powers in a Context of Trust*. In: *European Constitutional Law Review*, p. 1-26 (2021).

Rizcallah, Cécilia ; Yseult Marique. *Article 47 of the EU Charter of Fundamental Rights A Fruitful Tree Growing in the Belgian Landscape of Judicial Protection*. In: Mariolina Eliatino, Guilia Gentile, Matteo Bonelli, *Effective Judicial Protection through the prism of Article 47 of the EU*

*Charter of Fundamental Rights before national courts*, Bloomsbury: Oxford, 2022. (Accepté/Sous presse).

Dumont, Hugues ; Rizcallah, Cécilia. *Les relations entre l'égalité et la souveraineté des Etats membres de l'Union européenne: des complémentarités à géométrie variable et des tensions érables*. In: Edouard Dubout, *L'égalité des Etats membres de l'Union européenne*, Bruylant: Bruxelles, 2022, p. 133 - 188.

Rizcallah, Cécilia. *Pour un renouvellement du principe de confiance mutuelle dans un contexte d'une crise des valeurs : du postulat à la méthode*. In: Anne Millet-Devalle et Nicolas Pigeon, *L'Union européenne et gestion de crises*, Pedone: Paris , 2022. (Accepté/Sous presse).

**WEATHERBURN, AMY**, Similar work, yet different risks? Examining legal and institutional responses regarding essential migrant workers in Belgium and the Netherlands in Covid-19 times (co-auteur Berntsen, L.) in Ciliberto, G., & Staiano, F., (eds) *Labour Migration in the time of Covid-19: Inequalities and Perspectives for Change* (CNR Edizioni, 2021)

Weatherburn, Amy, Vanroelen, C., & Herman Kruithof, e., Labour migration in Flanders and the use of the Single Permit to address labour market shortages: the lived experiences of single permit holders working in medium-skilled bottleneck professions (VUB Interface Demography Working Paper No. 2022-01)

Weatherburn, A., The modern slavery agenda in law and policy from a labour perspective in Faulkner, E.A. (Ed) *Modern Slavery in Global Context: Human Rights, Law and Policy* (Bristol University Press, forthcoming)

Weatherburn, A., & Berntsen, L., 'Similar work, yet different risks? Examining legal and institutional responses regarding essential migrant workers in Belgium and the Netherlands in Covid-19 times' in Ciliberto G., & Staiano F., (eds) *Labour Migration in the time of COVID-19: Inequalities and Perspectives for Change* (CNR Edizioni, 2021)

Weatherburn, A., Hulsbosch, I., & de Hovre, S., 'Afhankelijkheid' als aanwijzing voor 'omstandigheden die in strijd zijn met de menselijke waardigheid'. *Rechtspraak en evaluatie-instrumenten bij mensenhandel met het oog op arbeidsuitbuiting* (to be re-submitted)

**WEYEMBERGH, ANNE**, "Article 50. Droit à ne pas être jugé ou puni pénalement deux fois pour une même infraction" (co-auteur : Chloé Brière), in Fabrice Picod, Cecilia Rizcallah, Sébastien Van Drooghenbroeck (eds), *Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Commentaire article par article*, 3ème édition 2022, à paraître.

Weyembergh, Anne, « The principle of ne bis in idem in Europe's Area of Freedom, Security and Justice » (co-author : I. Armada), in Valsamis Mitsilegas, Maria Bergström, Theodore Konstadinides (eds), *Research Handbook on EU Criminal Law*, Edward Elgar, 1<sup>st</sup> edition in 2016, p. 189-209 (2<sup>nd</sup> edition in forthcoming in 2022).

Weyembergh, Anne, "About the Gavanazov II and HP Judgments of the CJEU on the European Investigation Order Directive: Strengthening the Judicial Protection in the Issuing Member State", in *20 years of Eurojust: EU judicial Cooperation in the Making. A Collection of Anniversary Essays*, Eurojust, 2022, p. 95-103

Weyembergh, Anne, "Irregular labor Migration and Criminal Sanctions: An Effective Deterrent?" (co-author: I. Creta), in Ph. De Bruycker et L. Tsourdi (eds), *Research Handbook on EU Migration and Asylum Law*, Edward Elgar, 2020, forthcoming.

"Source criticism" (co-author: K. Bertrams), in JF Morin, C. Olsson and E.O. Atıkcın (eds),

Weyembergh, Anne, "From facts and political objectives to legal bases and legal provisions: incremental European integration in the criminal law field" (co-author: Nicholas Franssen), *European Law Journal*, 2022, forthcoming.

Weyembergh, Anne, "Interagency cooperation in countering the threat of foreign terrorist fighters/in counterterrorism"(co-auteurs : Georgia Theodorakakou ), *Special issue of the NJECL on Foreign terrorist fighters: Enhancing the synergies between the EU internal and external strategies*, 2022, forthcoming.

Weyembergh, Anne, Fascicule n° 2700 « Coopération judiciaire pénale » (3<sup>ème</sup> édition en 2019) *Jurisclasseur Europe Traité*.

Weyembergh, Anne, Fascicule n° 2720 « Reconnaissance mutuelle en matière pénale dans l'Union européenne » (3<sup>ème</sup> édition en 2022) *Jurisclasseur Europe Traité*.

Weyembergh, Anne, Fascicule « Le principe *ne bis in idem* dans l'Union européenne» (co-auteur : Chloé Brière), *Jurisclasseur Europe Traité* (1<sup>ère</sup> édition en 2022).

Weyembergh, Anne, "Detention conditions in the issuing Member State as a ground for non-execution of the European Arrest Warrant: state of play and challenges ahead" (co-author: L. Pinelli), *European Criminal Law Review*, 2022 (1), p. 25-52.

Weyembergh, Anne, « La coopération pénale dans l'Union européenne : de mécanismes classiques marqués par le principe de la territorialité nationale à la mise sur pied d'un « territoire pénal européen ? » in Laurence Potvin Solis (ed.), *L'Union européenne et les territoires*, Bruxelles, Bruylant, collection "Colloques Jean Monnet", 2022, p. 299-319.

Weyembergh, Anne, Study on "[Counterterrorism policies, measures and tools in the EU. An assessment of the effectiveness of the EU counterterrorism policy](#)" (co-author: Julia Burchett) for the LIBE Committee of the European Parliament, (IP/C/LIBE/IC/2021-087), March 2022.

## 2) Participations à des colloques et journées d'études (liste non exhaustive)

**ARMENI, CHIARA**, 16 décembre 2021, 'Participation in the EU Climate Transition: A Critical Look at the European Green Deal', Université Panthéon – Sorbonne (Paris I), faculté de Droit, Paris, France.

Armeni, Chiara, 21 mars 2022 Participation et crise climatique : quel rôle pour le droit ? Colloque du Pôle Environnement et Société, Université Libre de Bruxelles, Bruxelles ([Participation citoyenne, droit et crise climatique - Conférences et séminaires à l'ULB autour du thème du développement durable \(cedd-pes.com\)](#)),

Armeni, Chiara, 31 mars 2022 'Participation in a time of climate crisis' Conference' (avec Maria Lee), Climate change and the rule of law conference, 31 mars – 1er avril, University College London Laws, London, UK.

Armeni, Chiara, 12 mai 2022, 'Inequalities and participation in the climate crisis: An EU perspective', 2022 IDEAS conference - (Dis)integration from an (in)equality perspective, 11-13 May, Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles, Bruxelles.

Armeni, Chiara, 3 juin 2022, 'Climate litigation before the ECtHR: stepping into the future', CIVIS Explorative workshop - Climate change litigation before European courts as a mode of civic action, Law and Political Sciences Faculty, Université Aix-Marseille, France.

Armeni, Chiara, 22 septembre 2022, 'How just is the European Just Transition? On justice, participation and the role of law in the climate crisis', 9<sup>th</sup> Conference of the European Environmental Law Forum, Tarragona Spain.

**BOUNJOUA, ALI**, intervention sur « The EU's Response to the Foreign Terrorist Fighters Threat: An Illustration of a Continuum between EU Internal and External Security », dans le cadre de la conférence *Assessing the EU's capacity to act*, Université Libre de Bruxelles, 28 mai 2021.



**BRIBOSIA, EMMANUELLE**, Discutante de la contribution de E. Dubout portant sur « Le principe de non-discrimination », dans le cadre de la Table-ronde sur les droits fondamentaux dans l'Union « La Charte a 20 ans, ne parlons pas que de la Charte », KU Leuven, online, 21 juin 2021

Bribosia, Emmanuelle, Rizcallah Cécilia, *Principe de l'état de droit et nouveau rôle de la Commission européenne*, Colloque de la rentrée de l'Ordre français du barreau de Bruxelles (Bruxelles, 04/06/2021)

Bribosia, Emmanuelle, Contribution sur « Intersectionnalité, discriminations et droits des migrant·e·s : enjeux juridiques et recherches-actions » (avec I. Rorive), *Les catégorisations multiples des migrants. Pratiques et cadres intersectionnels*, journée d'étude organisée par le MAM, en ligne, 7 mai 2021.

Bribosia, Emmanuelle, Organisation avec l'équipe de l'Equality Law Clinic, organisation de la table-ronde « Au-delà de « F » et de « M », repensons les catégories de sexe et de genre, modérée par E. Bribosia qui a réuni C. Closon (Faculté des Sciences psychologiques et de l'Education, ULB), V. Piette (Doyenne de la Faculté de Philosophie et Sciences Sociales, ULB), D. Restrepo Amariles (HEC Paris et Faculté de droit et de criminologie, ULB), S. Schlitz (Secrétaire d'État fédérale à l'Égalité des genres, à l'Égalité des chances et à la Diversité), ULB, 21 avril 2021.

Bribosia, Emmanuelle, Organisation de la Chaire Francqui 2020-21, octroyée à Eleanor Sharpston (ancienne Avocate générale à la Cour de justice de l'Union européenne), 12 heures de cours dont une leçon inaugurale (cours donnés en Master en droit et en MAS en droit européen), Prendre l'Union de Droit au sérieux, mars 2021.

**BURCHETT, JULIA**, intervention le 19 mai 2022 intitulée « Entre droit et linguistique : saisir les enjeux épistémologiques de la définition des discours de haine », événement organisé dans le cadre du colloque « Discours de haine » à l'Université Paris Cité les 18 et 19 mai 2022.

Burchett, Julia, présidence le 12 mai 2022 du panel « Inequality and criminal justice » dans le cadre de la conférence IDEAS (*Interdisciplinary Conference on European Advanced Studies*) organisée par l'Institut d'études européennes de l'ULB les 11, 12 et 13 mai 2022.

**BRIÈRE, CHLOÉ**, Intervention le 19 novembre 2021 intitulée « *Cooperation in criminal matters in the EU after Brexit* » dans le cadre de la conférence « Freedom, Security and Justice post-Brexit: The UK-EU Relationship in Troubled Waters » (organisée en ligne par Jean Monnet Centre of Excellence NEXTEUK on the Future of EU-UK Relations (Queen Mary, University of London) and by the Jean Monnet Chair RE-CON on EU-UK internal security relationship post-Brexit (Northumbria University)).

Brière, Chloé, Intervention le 16 décembre 2021 intitulée « *Losing in the Council to Better Win before the CJEU? Strategic Annulment Proceedings by EU Member States* » dans le cadre de la conférence « The EU Court of Justice as a Relational Actor » organisée à l'Université de Gothenburg (Suède) les 16 et 17 décembre 2021.

Brière, Chloé, Intervention le 18 mars 2022 intitulée « Treat your neighbor as yourself - Linking respect for the rule of law and protection of the Union's Budget in the Western Balkans » dans le cadre de la conférence « Enhancing The Rule of Law in the EU's External Action » organisée à l'Université de Granada (Espagne) les 17 et 18 mars 2022.

Brière, Chloé, Intervention le 12 mai 2022 intitulée « *Addressing inequalities in the access to justice – Has the EU contributed?* » dans le cadre de la conférence IDEAS organisée à l'Université libre de Bruxelles (Belgique) des 11 au 13 mai 2022

Brière, Chloé, Intervention le 2 juin 2022 intitulée “Le rôle de l’Union Européenne en matière de droit pénal applicable aux infractions à caractère sexuel” dans le cadre de la conférence “Le nouveau droit pénal sexuel” organisée par Larcier (Bruxelles) le 2 juin 2022.

**DE BRUYCKER, PHILIPPE**, intervention le 22 mars 2022, *How to reform the Asylum and Migration Pact?* En ligne.

**DONY, MARIANNE**, 10 décembre 2020, *Accroissement des compétences de l’UE en situation de crise sanitaire: nécessité ou ingérence ?* », Apéro du droit, Centre de droit européen, ULB.

Dony, Marianne, 3 décembre 2020, *Conditionnalité de l’octroi de fonds européens au respect de l’état de droit*, conférence débat, Cercle Librex de l’Université libre de Bruxelles.

Dony, Marianne, 16 octobre 2020, *La Cour de justice de l’Union européenne, dernier rempart de l’Etat de droit*, Conférence Centre d’Excellence Jean Monnet de l’Université Nice Sophia Antipolis

**FROMONT, LOUISE**, Présidence de la table ronde “Le rôle des assemblées parlementaires nationales et locales dans les accords de libre-échange européens : l’exemple de l’AECG et de la région wallonne”, organisé par l’Institut d’Etudes Européennes de l’ULB, l’Université de Mons et l’Ambassade du Canada, 22 avril 2022.

Fromont, Louise, “The Place on inequality in the Fight for the Rule of Law”, *(Dis)Integration from an (in)equality perspective* ( IDEAS ), ULB, 12 mai 2022.

Fromont, Louise, Présidence du panel “Socio-economic freedoms and inequality in Europe”, *( Dis ) Integration from an ( in ) equality perspective* ( IDEAS ), ULB, 12 mai 2022.

Fromont, Louise et Van Waeyenberge, Arnaud, “L’Etat de droit au sein de l’UE. Une illustration de la fragilité de la frontière entre fait et droit”, *16ème Congrès de l’Association Internationale de méthodologie juridique*, Université de Bordeaux, 24 juin 2022.

**MEDARD INGHILTERRA, ROBIN** « Les sciences humaines et sociales dans le contentieux stratégique des cliniques juridiques » (avec Rorive, I. et Berhaut-Streel, T.), colloque *Le clinicien dans tous ses états*, Université Lyon 3, 29 juin 2022

Medard Inghilterra, Robin, « Les défis du législateur face à l’ineffectivité du droit de la non-discrimination », séminaire du RAJD, réseau d’avocats en droits et libertés, Paris, 22 juin 2022, 2h

Medard Inghilterra, Robin, « Les études, enquêtes et rapports dans la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l’homme », séminaire du RAJD, réseau d’avocats en droits et libertés, cabinet Exilae Avocats, Paris, 2 avril 2022

Medard Inghilterra, Robin, « Ce que l’algorithme fait à la discrimination : simple enjeu technique ou changement de paradigme ? », cycle de conférences du Centre Perelman de philosophie du droit de l’Université libre de Bruxelles, 15 mars 2022

Medard Inghilterra, Robin, « Les préférences des consommateurs en matière de biens et services. Réflexions à propos de la "consommation discriminatoire" », journée d’étude *Préférences et discriminations*, Normandie, 13 janvier 2022

Medard Inghilterra, Robin, « De la non-discrimination à la protection des données personnelles : le juge face à la gouvernance interne des plateformes », colloque *Les droits et libertés face aux transformations technologiques*, Université de Bordeaux, 9 décembre 2021

Medard Inghilterra, Robin, « Le recours au droit contre les discriminations raciales dans l’emploi », *Universités européennes de SOS Racisme*, 30 octobre 2021.

**NAVASARTIAN HAVANI, A.**, “The EU's GSP systems: vectors of (in)equality?” Présentation dans la conférence IDEAS (Interdisciplinary Conference on European Advanced Studies) (11-13 May 2022: Institut d'études européennes).

**RIZCALLAH, CÉCILIA**, Comment défendre les droits et libertés de tous les Européens ?, (2022) *Conférence pour l'avenir de l'Europe — Parlement de la Région bruxelloise*.

Rizcallah, Cécilia; Making use of the Charter to tackle Rule of Law challenges, (2022) Virtual seminar on the role of the Charter of fundamental rights of the European Union in the work of equality bodies and national — online

Rizcallah, Cécilia. *Les droits humains : xtypes, sources et outils*. Académie des droits humains 2022 - Amnesty International (Bruxelles).

Rizcallah, Cécilia. La décision K3/21 du « Tribunal constitutionnel » polonais : Tartuffe sous l’oeil des commentateurs ?, (2022) L’Union européenne face aux crises à la fin de la présidence française du conseil et à l’heure du conflit armé en Ukraine. — Université Paris-Créteil (Association française des études européenne) et en ligne

Rizcallah, Cécilia, La souveraineté européenne, un concept inadéquat, (2022) *Rendez-vous de l'Europe — Université de Rennes*

Rizcallah Cécilia, Le mandat d'arrêt européen et la protection des droits fondamentaux, (2022) *The Trust, Independence, Impartiality and Accountability of judges and arbitrators safeguarding the rule of Law under the EU Charter — Institut de formation judiciaire*

Rizcallah, Cécilia; Articulating Fundamental Rights - La marge nationale d'appréciation en droit de l'Union européenne, (2022) *Table ronde - La protection des droits fondamentaux dans l'Union européenne — Université Paris II Panthéon Assas*.

**WEATHERBURN, AMY**, ILO study on access to protection and remedy for human trafficking victims for the purpose of labour exploitation in Belgium and the Netherlands, “Follow the Money: Financial Aspects of Combating Human Trafficking” Austrian Taskforce for Human Trafficking (Online, Vienna, Austria, 13 October 2021)

Weatherburn, Amy, Access to Remedy: The Role of Compensation, Specifically for Women and Children, in Combating Human Trafficking, “Follow the Money: Financial Aspects of Combating Human Trafficking” Austrian Taskforce for Human Trafficking (Online, Vienna, Austria, 14 October 2021)

Weatherburn, Amy, (with Wintermayr I.) ILO study on access to protection and remedy for human trafficking victims for the purpose of labour exploitation in Belgium and the Netherlands SIOD, Workshop over de Toegang tot bescherming en rechtsmiddelen voor slachtoffers van mensenhandel gericht op arbeidsuitbuiting (Online, 22 October 2021)

Weatherburn, Amy, The lack of criminal provisions and existing models, Victims of labour exploitation – falling between the cracks? HEUNI Webinar, (Online, Helsinki, Finland, 30 November 2021)

Weatherburn, Amy, "Critical reflections on the application of a proposed legal conceptualisation of labour exploitation" Work in Progress Session of QUB Human Trafficking Research Network (Online, Belfast, UK, 7 December 2021)

Weatherburn, Amy, Critical reflections on the application of a proposed legal conceptualisation of labour exploitation, Centre de Droit Européen, Université Libre de Bruxelles (Brussels, Belgium, 22 November 2021)

Weatherburn, Amy, A study on the implementation of the single permit in Flanders for low- and medium skilled workers in bottleneck professions and their experiences of working and living in Belgium BIRMM Research Day, Vrije Universiteit Brussel (Brussels, Belgium, 17 December 2021)

Weatherburn, Amy, Vers la régularisation digne des travailleurs précaires : la nécessité de garantir l'accès aux recours et le respect des droits fondamentaux, Centre Migrations, Asile, Multiculturalisme, Université Libre de Bruxelles (Brussels, Belgium, 28 January 2022)

Weatherburn, Amy, From theory to practice: critical reflections on the legal conceptualisation of labour exploitation in human trafficking law, Midi du Centre – Centre Droit International, Université Libre de Bruxelles (Brussels, Belgium, 8 March 2022)

**WEYEMBERGH, Anne**, « La coopération pénale dans l'Union européenne : de mécanismes classiques marqués par le principe de la territorialité nationale à la mise sur pied d'un « territoire pénal européen ? » in Laurence Potvin Solis (ed.), *L'Union européenne et les territoires*, Bruxelles, Bruylant, collection "Colloques Jean Monnet", 2022, p. 299-319.

"The main achievements of judicial cooperation in criminal matters in the EU and the remaining lacunae and criticisms", Il 20° Anniversario della Fondazione di Eurojust Evoluzione dello Spazio europeo di Libertà, Sicurezza e Giustizia: quale ruolo per Eurojust?, Bari, 13-14 Octobre 2022.

« From facts and political objectives to legal bases and legal provisions », European Law Journal Seminar organized by Örebro University (Sweden) on *Normative Foundations of European Criminal Law*, 17 January 2022.

"Setting the Parameters of Mutual Recognition", International conference co-organised by the University of Westminster and Queen Mary University of London on *Coming of Age? The European Arrest Warrant at Twenty*, Annual ECLAN conference, 9-10 Dec. 2021.

« L'Europe globale et la lutte contre la criminalité », Collège Belgique, Paris, Délégation générale Wallonie-Bruxelles, jeudi 24 novembre 2022.

### 3) Collaborations extérieures

*(Appartenance à des sociétés savantes, mandats exercés auprès de revues ou dans des maisons d'édition, consultations, missions d'expert ou de consultant, encadrement de thèse de doctorat à l'étranger de l'ULB ...)*

BRIÈRE, CHLOÉ, Membre du réseau belge FRA:NET, en charge de la section « Access to justice and violence against women » dans les rapports annuels sur la Belgique réalisé pour l'Agence européenne des droits fondamentaux (en collaboration avec François Catteau en 2020-2021, puis avec Areg Navasartian depuis 2021-2022).

BRIBOSIA, EMMANUELLE, Co-directrice avec Patrick de Fontbressin de la Collection « Droit et justice » aux Editions Anthémis (depuis 2015).

Bribosia, Emmanuelle, Membre du comité de rédaction du *Journal européen des droits de l'homme – European Journal of Human Rights*, De Boeck – Larcier (depuis 2013)

Bribosia, Emmanuelle, Collaboratrice scientifique auprès de la *European Antidiscrimination Law Review* (depuis 2010)

Bribosia, Emmanuelle, Membre du Comité de rédaction des *Cahiers de droit européen* (depuis 1999)

FROMONT, LOUISE, “Le rôle des cliniques juridiques: l’*Equality Law Clinic* et la *Refugee Law Clinic*”, *Bruxelles: la ville et le droit*, VUB, 25 avril 2022.

Fromont, Louise, “Institutions européennes et droit européen”, *Cycle de formation “Politique internationale et européenne”* de l’IEV, 15 septembre 2022.

Fromont, Louise, Régente au sein du Conseil de régence de la Banque nationale de Belgique.

MEDARD INGHILTERRA, ROBIN, Membre élu du Conseil scientifique de l’Institut des Amériques, Chargé des relations entre les pôles internationaux et le réseau GIS au sein de la commission « International » (2018-2020)

Medard Inghilterra, Robin, Coresponsable, avec Nicolas Hervieu et Jean-Philippe Foegle, des Lettres Actualités Droits-Libertés (Lettres ADL) de la *Revue des droits de l’homme* (2017-2020)

WEATHERBURN, AMY, Expert juridique national désignée par l’Agence des Droits Fondamentaux de l’Union Européenne, Recherche sur la mise en œuvre de la Directive 2009/52/CE prévoyant des normes minimales concernant les sanctions et les mesures à l’encontre des employeurs de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (2022)

Weatherburn, Amy, Membre du Comité de rédaction *Human Rights Here*, blog du Réseau néerlandais pour la recherche sur les droits de l’homme (NNHRR) (depuis septembre 2021)

Weatherburn, Amy, Editrice du *New Journal of European Criminal Law* (depuis 2019)

WEYEMBERGH, ANNE, Special Adviser auprès du Commissaire européen Didier Reynders (à partir du 1er avril 2022).

#### 4) Prix, distinctions et marques de notoriété scientifique

Non pertinent

#### 5) Activités de coopération au développement et de vulgarisation

##### Vulgarisation scientifique

BOUNJOUA, ALI, « La compétence des juridictions pénales belges pour le jugement d’infractions terroristes transfrontières », *village justice*, (18 mai 2022), [www.village-justice.com](http://www.village-justice.com)

Bounjoua, Ali, « Le mandat d’arrêt européen et les conditions de détention en Europe : une coopération pénale européenne rééquilibrée ou freinée par les droits fondamentaux ? », *blog de droit européen*, Working paper, n°1, 2022, [www.blogdroiteuropeen.com](http://www.blogdroiteuropeen.com)

FROMONT, LOUISE, “La guerre en Ukraine sur le terrain du droit: la Cour européenne des droits de l’homme prononce des mesures provisoires dans une affaire concernant la liberté d’expression”, *Justice en ligne*, 6 juin 2022, <https://www.justice-en-ligne.be/La-guerre-en-Ukraine-sur-le->

LECLERCQ, CAROLINE, « [La réintroduction illimitée dans le temps des contrôles aux frontières intérieures: une réponse pertinente aux crises de l’espace Schengen?](#) », *Blog du réseau Odysseus*, 28 janvier 2022.

MEDARD INGHILTERRA, ROBIN, publication des entrées « Apparence de discrimination » et « opinion politique », dans le *Dictionnaire de l'égalité et de la non-discrimination*, Tharaud, D. et Boyer-Capelle, C. (dir.), Paris, L'Harmattan, Coll. Logiques juridiques, 2021.

RIZCALLAH, CÉCILIA. "[La décision K3/21 du « Tribunal constitutionnel » polonais : Tartuffe sous l'œil des commentateurs ?](#)", Blog de l'Association française des études européennes, 2021,